

L'insurrection des Asturies

(Manuel Grossi)

Extraits : avant-propos de l'auteur à la traduction française parue en 1972, préface de Joaquin Maurin à la première édition espagnole en 1935, et premières pages.



L'Insurrection des Asturies

Les faits historiques rapportés dans ce livre auraient pu changer intégralement les bases politico-économiques de la péninsule ibérique en octobre 1934, si, alors que le fascisme faisait ses premières tentatives pour s'emparer de l'appareil de l'État, ce à quoi il était arrivé en partie, toutes les organisations ouvrières de l'Espagne avaient répondu, les armes à la main, de la même manière et avec le même courage que le prolétariat asturien, dans l'unité, a su faire sous le contrôle et la direction de l'Alliance ouvrière révolutionnaire. Il n'en fut pas ainsi. C'est de ce drame, l'abstention des anarcho-syndicalistes hors de la région asturienne, le faux courage des républicains et jusqu'au vote négatif d'une partie de la direction de l'Union générale des Travailleurs et du Parti socialiste ouvrier espagnol, lequel, ni hier ni aujourd'hui, n'a vu d'un œil favorable l'héroïque décision des travailleurs des Asturies en octobre 1934, que dérivent les désastreuses conséquences dont le peuple espagnol souffre depuis plus de trente-sept ans.

Les Asturies ont toujours été une des régions d'Espagne où la classe ouvrière a eu une préparation, tant politique que syndicale, des meilleures. La Confédération nationale du Travail (tendance anarchiste) et l'Union générale des Travailleurs (socialiste) étaient auparavant et continuent d'être aujourd'hui, malgré les incessantes difficultés de la clandestinité et la dure répression que subissent tous les jours les ouvriers de cette région, les deux organisations de base solidement enracinées par de multiples et dures batailles contre le patronat minier et métallurgique. De la même manière on doit mentionner la ferme stabilité du Parti socialiste ouvrier espagnol, organisation fortement implantée dans les milieux ouvriers de la région asturienne, avec une exclusivité politique quasi-totale dans le bassin houiller. D'où il découle que la presque totalité des travailleurs des mines, peut-on dire, a reçu une éducation sociale très profonde, par le biais du Syndicat mineur asturien (U.G.T.) dont la tendance est socialiste en tout et pour tout.

La formation de l'Alliance ouvrière des Asturies

Au mois de mars 1934 se tient au Centre des Sociétés ouvrières d'Oviedo une assemblée de toutes les organisations ouvrières de la région des Asturies, convoquée par la Confédération régionale du Travail des Asturies, Léon et Palencia, d'influence anarcho-syndicaliste, et par l'U.G.T. La principale mission de cette réunion, convoquée par des socialistes et des anarcho-syndicalistes, est d'arriver à l'unité d'action de toutes les forces ouvrières des Asturies moyennant la création d'un organisme unitaire et de combat, l'Alliance ouvrière révolutionnaire, dans les Asturies. L'A.O.R., quant à ses positions de base, pourrait ainsi être définie en quatre points :

- Comme organe d'unité d'action.
- Comme centre de propagande unitaire et de mutuelle compréhension entre les organisations contractantes.
- Comme organe de préparation militaire.
- Comme organe de pouvoir politique et économique.

Ces positions de base de l'A.O.R. devenaient d'une urgente nécessité puisque la marche forcée des forces réactionnaires et fascistes les portait à pas de géant vers la prise du pouvoir, d'où elles

auraient étouffé, jusqu'au moindre bourgeon, les libertés octroyées par la République. Ce qui est sûr, c'est que la véritable responsabilité de ce qui se produisait retombait sur l'ensemble des groupes dits républicains ainsi que sur la tendance dite droitière du P.S.O.E., non moins responsable d'avoir galvanisé les forces réactionnaires, et par conséquent responsable de l'échec de la République. C'est si vrai qu'on facilitait l'oubli de la répression qui frappait le mouvement ouvrier révolutionnaire, alors qu'on oubliait que les fascistes étaient en train de nourrir leurs petits fauves. C'est pourquoi les ouvriers asturiens s'étaient rassemblés afin de barrer la route à la réaction, pour aller à la lutte afin de prendre le pouvoir et donner vie à une société socialiste, seule garantie de l'affermissement de la liberté et de l'amélioration des conditions économiques des classes salariées. A l'appel de l'U.G.T. et de la C.N.T. des Asturies accoururent le Parti socialiste ouvrier espagnol, le Syndicat mineur asturien, le Bloc ouvrier et paysan, la Gauche communiste, les Jeunesses socialistes, les Jeunesses libertaires et le Parti communiste d'Espagne (section des Asturies). Les deux organisations proposant, C.N.T. et U.G.T., avaient tenu quelques réunions préparatoires et étaient arrivées à un accord de principe sur les bases d'un pacte d'unité d'action. Le pacte, porté en partie à la connaissance des organisations présentes, est accepté à l'unanimité, sauf le Parti communiste et c'est presque normal qui, comme toujours lorsqu'il s'agit d'unité d'action de la classe ouvrière et que la direction ne tombe pas entre ses mains, manifeste sa désapprobation par une opposition hermétique, entreprenant une action contre-révolutionnaire dénuée de tout sérieux. Si le P.C.E. avait été majoritaire dans les Asturies, en raison de ses positions politiques aux ordres de la Russie, la Révolution des Asturies de 1934 ne se serait jamais produite.

Pacte d'Alliance ouvrière des Asturies

Voici le Pacte et les bases qui mentionnent les termes du compromis passé entre les organisations signataires :

« Les organisations soussignées U.G.T. et C.N.T. conviennent entre elles de reconnaître que, face à la situation économique et politique du régime bourgeois d'Espagne, Faction unitaire de tous les secteurs ouvriers s'impose avec l'objet exclusif de promouvoir et de mener à bien la révolution sociale. A telle fin chaque organisation signataire s'engage à accomplir les termes de l'engagement fixés ainsi dans ledit pacte :

- 1) Les organisations signataires de ce pacte travailleront d'un commun accord jusqu'au triomphe de la révolution sociale, établissant alors un régime d'égalité économique, politique et sociale, fondé sur des principes socialistes fédéralistes.
- 2) Pour parvenir à cette fin, on constituera à Oviedo un Comité exécutif représentant toutes les organisations ayant adhéré au dit pacte, qui agira en accord avec un autre de type national et d'un caractère identique répondant aux nécessités de Faction générale à développer dans toute l'Espagne.
- 3) Comme conséquence logique des conditions 1) et 2) du dit pacte, il est entendu que la constitution du Comité national est une prémisses indispensable (au cas où les événements se déroulent normalement) pour entreprendre toute action en relation avec l'objectif de ce pacte, pour autant que ce pacte s'efforce et prétende à la réalisation d'un fait national. Ce futur Comité national sera le seul habilité à pouvoir ordonner au Comité qui s'installera à Oviedo les opérations à entreprendre en relation avec le mouvement qui éclatera dans toute l'Espagne.

4) Dans chaque localité des Asturies sera constitué un Comité qui devra être composé par des délégations de chacune des organisations signataires de ce pacte et par celles qui, apportant leur adhésion, seront admises dans le Comité exécutif (1).

5) A partir de la date de signature de ce pacte cesseront toutes les campagnes de propagande qui pourraient gêner ou aigrir les relations entre les diverses parties alliées, sans pour cela signifier l'abandon du travail serein et raisonnable entrepris au compte des diverses doctrines préconisées par les secteurs qui composent l'Alliance ouvrière révolutionnaire, et conservant, à telle fin, leur indépendance organique.

6) Le Comité exécutif élaborera un plan d'action qui, moyennant l'effort révolutionnaire du prolétariat, assurera le triomphe de la révolution dans ses différents aspects, et sa consolidation selon les normes d'une convention à établir préalablement.

7) Deviendront des clauses additionnelles au présent pacte tous les accords du Comité exécutif, dont l'observance est obligatoire pour toutes les organisations représentées, ces accords étant de rigueur tant durant la période préparatoire de la révolution qu'après le triomphe, étant bien entendu que les résolutions du dit Comité s'inspireront du contenu du pacte.

8) L'engagement contracté par les organisations soussignées cessera lorsqu'aura été implanté le régime signalé à l'alinéa 1, avec ses organes propres, élus librement par la classe ouvrière et par le procédé qui a régi l'œuvre de ce pacte.

9) Considérant que ce pacte constitue un accord des organisations de la classe ouvrière pour coordonner leur action contre le régime bourgeois et l'abolir, les organisations qui auraient une relation organique avec des partis bourgeois les rompent automatiquement pour se consacrer exclusivement à parvenir aux fins que détermine le présent pacte.

10) De cette Alliance révolutionnaire fait partie, pour être préalablement en accord avec le contenu de ce pacte, la Fédération socialiste asturienne.

Asturies, 28 mars 1934 »

Malgré le courant révolutionnaire qui se manifestait parmi les masses ouvrières en faveur de l'Alliance ouvrière révolutionnaire, il faut remarquer que, de février à octobre 1934, le Parti communiste a pris parti contre l'Alliance aussi bien à travers la presse qu'à la tribune arrivant même à publier un manifeste contre l'unité qui, entre autres insanités, disait à la fin : « Travailleurs, ne vous laissez pas abuser par le chemin de l'unité. Vos chefs vous trahissent. L'Alliance ouvrière est le nerf de la contre-révolution. A bas l'Alliance ouvrière de la trahison ! ». C'est ce qu'écrivait le P.C. vingt-quatre heures avant que s'engage l'action révolutionnaire. C'est-à-dire le 4 octobre 1934.

Plus tard, lorsque le mouvement a éclaté, dans la matinée du 5, ces mêmes éléments du P.C. faisaient un *mea culpa* pour leurs erreurs et sollicitaient leur entrée dans l'Alliance ouvrière révolutionnaire, qui, comme par magie, et du soir au matin et peut-être sur l'ordre des tovaritch du Kremlin, avait cessé d'être le « centre nerveux de la contre-révolution ». Que de contrastes violents réserve la vie !

Ce qui est sûr, c'est que les communistes, une fois dans les rangs de l'Alliance ouvrière, ont lutté dans les Asturies avec un très grand courage, comme nous avons, nous tous, combattants de cette bataille, lutté. Mais ce qu'il est nécessaire de mettre au clair, c'est que toute l'action du P.C. a été liée à une tendance partisane prononcée qui, parfois, outre qu'elle faussait les bases de l'unité, était absolument détestable pour la cohésion de l'unité militaire au combat.

Composition du Comité exécutif régional de l'Alliance ouvrière des Asturies

Voici la composition du Comité exécutif régional de l'Alliance ouvrière des Asturies qui a dirigé la lutte révolutionnaires des quinze jours de Révolution socialiste :

Président : Bonifacio Martin, représentant le P.S.O.E. et l'U.G.T., militant socialiste avisé, fusillé aux alentours de Lugones, à six kilomètres d'Oviedo, par les troupes qui opéraient sous les ordres du général Lopez Ochoa. Vice-président : Manuel Grossi, représentant le Bloc ouvrier et paysan et la Gauche communiste.

Secrétaire : José Maria Martinez, représentant de la Confédération régionale du Travail des Asturies, Léon et Palencia (C.N.T.). trouvé mort aux alentours de Sotiello, village éloigné de Gijón de huit kilomètres, le 12 octobre 1934. La mort de cet homme, exemplaire, sincère et loyal révolutionnaire, difficile à égaler, renferme un mystère que seuls ses plus proches compagnons pourraient éclaircir.

Trésorier : Graciano Antuna, représentant le Syndicat mineur asturien (U.G.T.), fusillé par les prétendus nationalistes d'Oviedo en 1936, après avoir subi d'horribles tortures. Ce grand combattant et mineur socialiste a su mourir en toute dignité comme seul savent mourir les fils de la mine de ces lyriques et héroïques terres asturiennes.

Étaient également membres du Comité exécutif régional de l'A.O. des Asturies au nom du P.S.O.E. et de l'U.G.T. ; Amador Fernandez Montes, Ramon Gonzales Pena, Belarmino Tomas Alvarez, et Perfecto Gonzalez, ce dernier fusillé par les forces franquistes en 1942, après avoir parcouru pendant quatre ans les montagnes des Asturies, les armes à la main, avec quelques dizaines de guérilleros révolutionnaires en lutte serrée contre le régime répressif qui domine l'Espagne. Pour la C.N.T., avec José Maria Martinez, faisaient aussi partie du Comité exécutif régional de l'A.O. : Horacia Argüelles et Avelino Entrialgo.

Pour le Comité du B.O.C. et de la Gauche communiste, Marcelino Magdalena et José Prieto, avec l'adhésion de la Jeunesse communiste ibérique, étaient membres du Comité de l'A.O. à titre consultatif.

Les Jeunesses socialistes étaient représentées par : Angel Fierro et Rafaël Fernandez.

Les Jeunesses libertaires avaient adhéré, représentées par les compagnons de la C.N.T. ci-dessus mentionnés. Javier Bueno, le grand journaliste directeur du journal socialiste Avance, était chargé de la propagande écrite. Cet homme de grande valeur sous tous les aspects, a été condamné à la peine de mort par le garrot, châtement de droit commun, et exécuté publiquement à Madrid en 1939. Enfin, n'oublions pas également que le Parti communiste, une fois incorporé à la lutte, a fait partie de la direction de l'Alliance ouvrière.

Et maintenant, cher lecteur, comme point final à cette communication, il faut que tu saches que le manuscrit du journal des événements de l'*Insurrection des Asturies (Quinze jours de Révolution socialiste)* a été écrit avec le sang des mineurs asturiens, deux mois à peine après la fin des combats, dans les caves de la Maison du peuple de Mieres, convertie en prison et centre de torture et de martyr de ces hérauts parias du sous-sol, les mineurs des Asturies qui avaient perdu une bataille dans leur marche ferme vers la révolution socialiste, sans avoir cessé un seul instant de croire en la victoire.

Il est certain que tous les récits, quand ils sont nés de mouvements révolutionnaires, sont rédigés de manière bien mouvementée. Et mon manuscrit, l'*Insurrection des Asturies*, a, lui-aussi, son histoire. Les heures durant lesquelles il a été écrit ne pouvaient être plus sombres. La répression était d'une rare ampleur. C'est pourquoi les feuillets écrits sortaient de la prison au fur et à mesure, comme on pouvait, bravant toutes sortes de périls propres à la période, car, être découverts dans la pratique de ce petit jeu, c'était s'exposer à la mort. Des compagnons éprouvés, en relation avec ma famille, étaient chargés de faire parvenir mes écrits à Barcelone, où par des moyens également clandestins, les membres du Comité exécutif, Germinal Vidal, Miguel Pedrola, Wilebaldo Solano, et Galo de la Jeunesse communiste ibérique les remettait à la direction de mon parti, le Bloc ouvrier et paysan, cette même direction qui, après une lettre et une conversation particulière, m'a demandé mon accord pour donner forme de livre à mon manuscrit. C'est donc ainsi qu'est paru le récit des événements de la Révolution des Asturies de 1934.

Le cri de cet octobre socialiste : *U.H.P. (Unies, Hermanos Proletarios ! — Union, Frères Prolétaires !)* reste aujourd'hui plus vivant que jamais dans la conscience collective des vaillants travailleurs asturiens. Il est certain que la leçon a été très dure et très sanglante, mais aussi hautement éducative pour la jeunesse révolutionnaire qui lutte en avant-garde pour une société socialiste où la justice et la liberté seront plus humaines, plus accessibles et plus fraternelles entre tous les salariés du monde.

Manuel GROSSI. Brignoles, avril 1971.



Groupe de mineurs de El Pisón

Préface de Joaquin Maurin

au livre *L'Insurrection des Asturies* de Manuel Grossi (1935)

Qui est Manuel Grossi, demanderont certainement la plupart des lecteurs.

En effet, le nom de Grossi n'est pas connu dans la république des lettres. Ce n'est ni un romancier, ni un essayiste, ni un journaliste. Grossi n'est pas un écrivain.

C'est un mineur, un révolutionnaire. C'est un des insurgés des Asturies. Il a été l'un des principaux dirigeants de cette héroïque épopée. Grossi, inconnu des milieux intellectuels, ne l'est cependant pas des travailleurs asturiens. Son nom est étroitement lié à ceux de Bonifacio Martin, José Maria Martinez et Gonzalez Peña.

Au cours du printemps 1934, se constitua dans les Asturies l'Alliance ouvrière. Le Parti socialiste, l'Union générale des Travailleurs avec sa section décisive dans les Asturies : le Syndicat mineur asturien, la Confédération régionale du Travail des Asturies, Léon et Palencia, la Gauche communiste, le Bloc ouvrier et paysan, en faisaient partie.

Le camarade Manuel Grossi fut nommé délégué du Bloc ouvrier et paysan au sein du Comité régional de l'Alliance ouvrière.

L'Alliance ouvrière, durant les premiers temps de son existence, s'adonna à un travail de propagande. Les mineurs des bassins miniers de Mieres et Langreo se sentirent encouragés de voir que le Front unique était un fait réel, indiscutable.

Le 1^{er} mai fut déjà une annonce des journées épiques d'octobre. A Mieres et à Sama, les deux grands centres du bassin minier, eurent lieu des meetings qui furent une démonstration éclatante de la marche vers le front unique. Les mineurs, comprenant intuitivement la gravité de la situation politique, imposaient un embrassement cordial de toutes les fractions ouvrières : plus de séparation, plus de fractionnement. Unité des efforts !

Celui qui écrit cette Préface participa en tant qu'orateur à ces deux meetings, et put constater personnellement la force immense de tous ces travailleurs de la mine qui, se sentant unis, formaient un bloc compact.

L'été fut dans les Asturies, plus que dans le reste de l'Espagne, temps de grande préparation. Les travailleurs des Asturies ne sont pas des dilettantes. Ils agissent toujours sérieusement. Le prolétariat asturien est indiscutablement la poutre solide du mouvement ouvrier espagnol. Quand il élabore un plan, il le réalise. Rien ni personne ne peut détruire ce qu'il a dans la tête. Il marche vers le but d'un pas sûr, décidé. Il a conscience de sa force.

En septembre, les forces réactionnaires tentèrent de se concentrer à Covadonga. Elles voulaient, symboliquement, donner l'impression qu'elles partaient de ces rocs légendaires à la conquête de l'Espagne comme l'avaient fait, il y a des siècles, les Goths et les Chrétiens. Mais les mineurs étaient là, et les projets réactionnaires avortèrent. La concentration de Covadonga fut un vrai fiasco. Les travailleurs asturiens gagnèrent une importante bataille. Ils étaient invincibles.

Vint octobre. Et les Asturies s'insurgèrent. Durant quinze jours, les mineurs, les armes à la main combattirent sans désespérer.

Quelle importance aura l'insurrection asturienne dans le déroulement futur des événements politiques dans notre pays ?

Il est difficile de faire des pronostics. Nous avons trois expériences antérieures dans notre propre pays qui, si elles ne sont pas absolument comparables, peuvent nous servir d'enseignement. Il est certain que l'histoire ne se répète pas exactement, mais les lois des mouvements révolutionnaires, de leurs causes et conséquences sont indiscutables et doivent être examinées en tant que règles générales possibles.

En 1909, la Catalogne s'insurgea, et plus particulièrement Barcelone. La révolte fut chaotique, sans égal de loin ce que fut le soulèvement asturien. Le Barcelone ouvrier se dressa contre la politique réactionnaire que représentait le gouvernement Maura-Lacierva (les Lerroux-Gil Robles d'il y a vingt-six ans). Maura et Lacierva triomphèrent ; l'insurrection fut étouffée et les choses reprirent leur cours. Mais la politique qu'incarnaient Maura et Lacierva fut vaincue. Une période libérale, démocratique commença alors. Période qui vit le mouvement ouvrier dégager sa propre personnalité et se différencier progressivement du vieux républicanisme.

La semaine rouge de juillet 1909 représenta un pas formidable en avant dans la marche de la révolution espagnole et de la classe ouvrière.

En 1917, le mouvement ouvrier et la petite bourgeoisie de notre pays tentèrent une action contre la monarchie : la dite Assemblée des parlementaires et la grève révolutionnaire d'août. Ce fut l'échec. Le gouvernement de Dato-Sanchez Guerra triompha. Cependant, quelques mois plus tard, les vainqueurs étaient mis en déroute.

Le grand développement de l'organisation du prolétariat naît précisément du mouvement de 1917 ? C'est à partir de là que le Parti socialiste prend une véritable importance et que la Confédération nationale du Travail acquiert du prestige.

Deux ans après l'échec de 1917, la classe ouvrière espagnole se trouva en situation de pouvoir vaincre totalement la bourgeoisie. Sa force n'avait point de limite. Mais le manque d'unité révolutionnaire et d'une doctrine révolutionnaire juste incarnée par un parti ouvrier, gâcha des circonstances aussi propices.

En 1930, l'Espagne se trouve de nouveau comme en 1909 et 1917 en période révolutionnaire. A la fin de l'année éclate l'une des plus formidables grèves générales qui se soient jamais produites. Le gouvernement du général Berenguer paraît inamovible. Le mouvement révolutionnaire est jugulé.

Pourtant, quatre mois plus tard, l'ouragan faisait s'écrouler le gouvernement et avec lui la monarchie.

L'écrasement momentané de ces mouvements qui ont un sens progressif, qui possèdent une signification historique, est plus apparent que réel. La défaite constitue très souvent un échelon nécessaire dans l'ascension vers de futurs triomphes. Sans la Révolution russe de 1905 vaincue, il n'y aurait pas eu la victoire de 1917.

Les événements d'octobre 1934 dont le point culminant fut la Commune asturienne ont été le prologue lumineux de la seconde révolution qui immanquablement verra le jour en Espagne.

La situation actuelle : Lerroux, Gil Robles, le « cédisme », l'apothéose réactionnaire, tout cela est purement transitoire, éphémère. Cela passera, balayé par les tempêtes des grandes commotions, sans laisser de traces.

L'Espagne se trouve actuellement – et octobre fut l'expression de cette situation – entre le fascisme et le socialisme. Toute possibilité de stabilisation démocratique bourgeoise a été détruite. La bourgeoisie ne se maintiendra au pouvoir qu'en appliquant implacablement le fer et le feu, c'est-à-dire en évoluant à marches forcées vers le fascisme dont le gouvernement Gil Robles-Lerroux n'est qu'un avant-poste d'observation.

Mais, la classe ouvrière, connaissant maintenant les « délices » du fascisme triomphant en Italie, en Pologne, en Allemagne et en Autriche, consentira-t-elle à sa victoire ? Octobre fut un effort grandiose pour lui barrer le chemin. Nous ne tarderons pas à voir ce qui peut arriver ensuite. Il y a un fait, cependant, qu'il y a lieu de mettre en relief. Le mouvement ouvrier, bâillonné, mis hors-la-loi, persécuté avec fureur comme il ne le fut jamais sous la monarchie, ne se sent pas vaincu. Obligé de se contenir, de rester à l'ombre, il se sent fort, optimiste, refait ses cadres et se prépare à entrer à nouveau dans la bataille.

L'alternative historique : fascisme ou socialisme se résoudra, finalement, dans de rudes combats, dont octobre n'a été que le premier et sûrement pas le plus important.

C'est donc dans ce sens que ce qui est arrivé dans les Asturies durant les quinze jours de l'insurrection a une importance historique capitale.

Grossi nous apporte un document d'une valeur exceptionnelle. Il ne s'agit pas d'un reportage fait d'une plume brillante. Pendant le soulèvement Grossi ne maniait pas la plume, mais le fusil, la bombe et la mitrailleuse. Il n'avait pas le temps de prendre des notes, sinon pour décider, dans les réunions des Comités, de l'action à accomplir et de son exécution en tant que dirigeant responsable.

C'est dans la Maison du peuple de Mieres, convertie en prison, qu'après octobre Grossi a eu le temps de faire un résumé de l'action de ces quelques jours. Ces pages, sèches, mais fortement émouvantes parfois, sont un reflet très intéressant de ces journées chargées d'électricité et illuminées par les explosions de la dynamite. On n'écrira difficilement sur ce qui est arrivé dans les Asturies rien qui, étant une relation vécue, soit comparable au récit de Grossi. Et non pour son caractère littéraire, mais justement parce qu'il n'en a point, étant une traduction fidèle de l'action.

Le camarade Gonzalez Peña, dans la lettre adressée à Grossi qui précède ces pages, dit clairement qu'entre lui et Grossi, en tant que dirigeants tous les deux du mouvement révolutionnaire, il y eut une complète identité avant et durant le mouvement. La même qui sûrement a existé entre Peña et Grossi d'un côté, et Bonifacio Martin, José Maria Martinez et autres dirigeants, de l'autre.

Le document de Grossi puise là sa valeur. Bien qu'écrit par lui, il n'est, en fin de compte, qu'un rapport de guerre des Comités révolutionnaires, résumant la bataille livrée et énonçant les raisons qui ont obligé à démobiliser et à conclure un armistice temporaire.

Manuel Grossi, mineur âgé de 30 ans, dirigeant de l'insurrection asturienne, auteur des pages qui suivent, se trouve actuellement en prison, attendant l'heure de passer devant le Conseil de Guerre qui prononcera certainement la peine de mort.

L'intérêt dramatique s'en trouve encore accru.

Joaquin Maurin

5 juillet 1935

L'INSURRECTION DES ASTURIES

Quinze jours de révolution socialiste

3 octobre

La crise du gouvernement Samper a grandement surexcité les esprits des travailleurs asturiens. Les rudes visages des mineurs apparaissent préoccupés, inquiets. Ils s'interrogent l'un l'autre du regard, du geste. Que va-t-il se passer?

Dans la soirée, les Centres ouvriers connaissent une affluence extraordinaire. Des milliers de travailleurs y accourent. Atmosphère dense, chargée de fumée et d'électricité. On parle d'une voix forte, presque en criant. Les commentaires tournent, c'est évident, autour de la crise. Comment sera-telle résolue? Formera-t-on un gouvernement Lerroux? Avec ou sans la Confédération espagnole des droits autonomes (C.E.D.A.)? Telle est la principale préoccupation de tous.

Lerroux ne bénéficie d'aucune sympathie dans les milieux ouvriers. Tous les commentaires lui sont franchement hostiles. Néanmoins, s'il se limite à former un gouvernement républicain, il est plus que probable qu'on ne déclenchera aucune action immédiate contre lui. Ce à quoi on ne peut consentir c'est à l'entrée de la C.E.D.A. dans le gouvernement. Là-dessus, tous paraissent unanimes. La C.E.D.A. non! La participation de la C.E.D.A. au gouvernement serait une première victoire officielle du fascisme. Accepter cela sans résistance, sans lutte, équivaldrait à préparer soi-même sa défaite, son écrasement, sa tombe. Ce serait une complicité.

L'amère expérience des travailleurs allemands est présente à tous les esprits. Cette expérience, les travailleurs espagnols ne la répèteront pas.

A la nuit, le ciel se couvre de nuages noirs. L'orage couve.

4 octobre

Le matin, encore tôt, les rues de Mieres présentent un aspect peu courant. Une extraordinaire affluence de travailleurs. Un besoin avide de nouvelles. Des questions, presque toujours les mêmes. De vifs commentaires. A travers questions et commentaires, la volonté collective, la passion unanime des travailleurs se forment. Les heures passant, la tension des esprits monte. Au-dessus des têtes noires des mineurs, on sent un étrange bouillonnement. cela tient de l'angoisse, de la tragédie et de la menace. Il est l'annonce de grands événements, de glorieuses prouesses collectives qui embellissent l'histoire des peuples.

La foule noire accourt, en quête de nouvelles, à la Maison du peuple. C'est un va-et-vient continu. Les mineurs entrent et sortent comme des abeilles: de la Maison du peuple s'échappe un bourdonnement. La Maison du peuple se substitue au temple et à la caserne. La nouvelle foi et la nouvelle discipline s'y forment. La vie sociale moderne y afflue et s'y engendre. Les grands événements sociaux, les grands accouchements de l'histoire y couvent. Celui qui désire connaître notre temps et pénétrer l'avenir, qu'il regarde du côté des Maisons du peuple!

Aujourd'hui, veille de la bataille, nous nous rendons compte de l'influence qu'exerce l'Alliance ouvrière sur les parias du sous-sol. A.O., ces deux lettres ont acquis un pouvoir magique. Le meeting, la conférence, la réunion publique, le journal, le manifeste les ont popularisées parmi les travailleurs. Elles font, aujourd'hui, partie de leur conscience collective. Ils ont confiance en elles,

parce qu'ils ont confiance en eux-mêmes, en leur union, en leur force. En ces instants, gros de danger, les ouvriers mettent tous leurs espoirs dans l'Alliance ouvrière.

Vers sept heures du soir, on apprend la constitution du nouveau gouvernement. Trois ministres de la C.E.D.A. en font partie. Au premier moment, les ouvriers n'arrivent pas à le croire. Comment! Est-ce possible qu'on leur livre ainsi la République? La nouvelle se confirme. L'indignation succède à la stupeur. Les sourcils se froncent et les yeux s'enflamment de colère. Les poings se ferment et se lèvent presque instinctivement.

Les ouvriers de Mieres me connaissent comme membre du Comité de l'Alliance ouvrière. Ils viennent à moi en troupe et m'assaillent de questions. Que pense faire le Comité? Quelle réponse donne-t-on à la provocation de la bourgeoisie?

Je sens peser sur moi la responsabilité de ces moments. Je ne peux rien faire sans consulter les autres membres du Comité. Je réponds à ceux qui m'interrogent:

« L'Alliance ouvrière est informée de ce qui arrive et se conduira comme il sied à une organisation révolutionnaire. Ce qui s'impose à nous d'abord, c'est la sérénité et la discipline ».

Le Parti communiste officiel essaie de profiter des circonstances pour dresser les travailleurs contre le Comité central de l'Alliance ouvrière. Cette manœuvre ne donne aucun résultat. Les ouvriers savent à quoi s'en tenir.

9 heures du soir. La nouvelle de l'entrée de la C.E.D.A. au gouvernement reçoit une confirmation définitive. Les esprits sont grandement excités. On sent la proximité de la bataille. L'Armée rouge est au point de gestation ultime. L'horloge de la révolution ne s'arrêtera plus. Vers 10 heures du soir, je rencontre Ramon Gonzalez Peña. Nous échangeons nos impressions sur l'attitude à adopter. Nous nous mettons facilement d'accord: il faut déclencher l'insurrection. Mais auparavant, l'Alliance ouvrière doit se réunir et consulter la Commission exécutive du Parti socialiste et de l'Union générale des travailleurs. A minuit, on pourra déjà avoir une réponse. Si, comme il est logique de le supposer, elle est affirmative, l'insurrection commencera immédiatement.

Minuit. Les nouvelles reçues sont favorables au mouvement. Tout est prêt. Il n'y a plus qu'à mettre le feu à la mèche de l'insurrection. Nous l'y mettons sans hésiter, d'un geste grave, mais avec la volonté de vaincre (1).

Note

(1) Dans la Maison du Peuple de Mieres se trouvaient réunies les Jeunesses socialistes et du B.O.C. A partir de dix heures du soir, une garde est formée, afin d'empêcher l'entrée d'éléments étrangers dans le local des Jeunesses, le reste de la Maison du peuple restant ouvert aux sociétaires. Vers dix heures du soir, on commençait à préparer l'armement qui n'était pas considérable, en attendant la décision du Comité régional d'Alliance ouvrière (Note de M.G.)

5 octobre

La prise de Mieres

De quelle quantité d'armes disposions-nous au moment de nous lancer dans l'insurrection?

Aucune arme provenant de la fameuse contrebande de San Esteban de Pravia ne parvint à Mieres. Vingt jours avant le mouvement arriva un wagon de ferraille à l'usine de Mieres. Au fond de ce wagon, il y avait quelque deux cent fusils allemands. Convenablement examinés, nous commençons à leur mettre des culasses. Nous ne pouvons utiliser qu'une trentaine de ces fusils.

Au début, nous devons recourir aux fusils de chasse et aux instruments agricoles, utiles en pareil cas. La dynamite a la préférence.

Notre premier objectif consiste à isoler, sans que l'ennemi s'en rende compte, les casernes de la force publique: garde civile et garde d'assaut. Malheureusement vers dix heures du soir, une cartouche de dynamite a éclaté, jetant l'alarme parmi les éléments réactionnaires. La force publique patrouille dans les rues pendant la nuit.

A 1 heure du matin nous décidons d'entreprendre l'action avec toute ses conséquences. Nous savons que dans le bassin houiller de Sama, Pola de Lena, Riosa, etc., on entrera en action vers la même heure.

Les premiers coups de feu éclatent. Le premier camarade qui perd la vie est Mazario Alvarez, membre du Parti communiste.

Le gouverneur civil d'Oviedo a été informé par téléphone de ce qui se passe. Nous savons qu'il s'est empressé d'envoyer une camionnette de gardes d'assaut, mais celle-ci n'arrive pas à destination ; ses occupants, terri-fiés, l'abandonnent au milieu de la route et prennent la fuite. Durant toute la fin de la nuit des coups de feu claquent, mais sans aucune conséquence. La vraie bataille commence à cinq heures du matin, avec l'attaque des casernes de la garde civile et des gardes d'assaut. Il y en a à peu près soixante-dix en tout.

Les insurgés ont été organisés par groupe de trente ; chaque groupe obéit avec discipline à un chef. 6 heures. Nous décidons d'entreprendre la lutte en nous emparant de la mairie. Sa garde a été confiée aux gardes d'assaut. L'attaque commence. Après une demi-heure de tir nourri, nous le suspendons et faisons signe au sergent qui commande les forces ennemies de se rendre. Pour toute réponse, le sergent ordonne à ses hommes de continuer le feu.

« Rendez-vous ; cela vaudra mieux », criai-je pour la seconde fois.

« Tant qu'il me reste un homme, je ne me rends pas », répond, obstiné, le sergent. Le tir se ranime, plus violent encore qu'auparavant. Cinq minutes après, la mairie passe entre nos mains. Celui qui, quelques minutes auparavant, prétendait passer pour un Napoléon de village, demande à présent clémence. On ne lui fait pas le moindre mal ; au contraire, on le traite avec considération.

Deux gardes d'assaut ont perdu la vie dans ce combat ; le reste, une douzaine environ, a été blessé, sauf un qui a réussi à se cacher dans l'horloge de la Mairie où il reste trois jours sans nourriture, jusqu'à ce qu'on m'informe confidentiellement de son état.

Vers 8 heures et demie du matin, une foule de plus de deux mille personnes se rassemble devant la mairie, occupée par les ouvriers insurgés. D'un des balcons, je proclame la République socialiste. L'enthousiasme est indescriptible. Les vivas à la révolution et à la République socialiste se succèdent. Quand je puis me faire entendre à nouveau, je donne des instructions pour la continuation de la lutte.

Vers la même heure, de violentes attaques contre les casernes se livrent dans tout le bassin houiller. Celle de Mieres a déjà été prise, coûtant la vie au sergent de la garde civile et à un de ses fils qui, sans être garde civil, a commis l'imprudence d'intervenir dans la lutte.

La caserne des gardes d'assaut

Pour notre part, nous devons encore livrer une bataille importante. La caserne des gardes d'assaut, appelée Palacio de la Villa, reste intacte. Il faut la prendre sans tarder.

On organise, devant la mairie, un peloton de quatre-vingts hommes armés. Les armes prises aux gardes d'assaut qui défendaient la mairie ont grandement amélioré notre armement. Nous nous mettons en marche vers la caserne des gardes d'assaut. Pour ma part, je désirais, dans la mesure du possible, éviter l'effusion de sang. Nous avons en notre pouvoir le sergent des gardes d'assaut. Peut-être peut-il les amener à se rendre sans lutte. Je le lui demande. Il s'y refuse, alléguant qu'il ne sait ce qu'il doit leur dire. Je rédige une note et la lui remet pour qu'il la lise à ses compagnons.

Nous arrivons devant la caserne. Le sergent donne lecture de l'écrit que je viens de lui remettre. Après une courte délibération, les gardes d'assaut décident de se rendre sans combat. Ils nous envoient un émissaire pour nous le communiquer. Celui-ci est en train d'accomplir sa mission quand un malheureux surnommé « Fantomas » lui donne un coup de crosse sur la tête. Les autres gardes, voyant de leur caserne la scène, ouvrent immédiatement le feu sur nous, blessant plusieurs camarades (2).

Nous nous trouvons à quelques mètres de la porte de la caserne. Nous comprenons qu'un recul dans ces conditions serait donner aux gardes la sensation de la déroute. Nous décidons d'avancer à tout prix. Notre décision dans l'attaque se voit couronnée de succès; dix minutes plus tard nous arrivons à nous emparer de la caserne. Tous les gardes qui se trouvaient à l'intérieur de la caserne sont morts. Sans le geste imbécile de « Fantomas », on aurait évité cette stupide effusion de sang.

Signalons le danger mortel imminent où se trouva le camarade Mariano Liras, actif militant du Bloc ouvrier et paysan de Mieres. Arrêté à deux heures du matin non loin de la caserne, les gardes d'assaut le maintinrent enchaîné jusqu'à notre irruption. Il s'est trouvé exposé à mourir sous le feu de nos propres fusils. Il fut sauvé par un véritable hasard.

Il paraîtra étrange que les gardes d'assaut soient restés si longtemps sans sortir de leur caserne. Le stratagème suivant en fut la cause: à trois heures du matin, nous avons posté un groupe d'ouvriers armés derrière l'église, à environ deux cent mètres de la caserne. Toutes les cinq minutes ces camarades tiraient en l'air. Les gardes, se croyant assiégés, ne se risquèrent pas à sortir. On gagna ainsi le temps nécessaire à notre venue, après nous être emparés de la mairie.

Les deux points décisifs occupés, la mairie et le Palacio de la Villa, Mieres passe au pouvoir des ouvriers. C'est la première forteresse de la Révolution.

Nomination du Comité Révolutionnaire

Avant de commencer l'attaque des casernes, nous avons désigné d'un commun accord quatre camarades pour constituer le Comité provisoire. Celui-ci devait être remplacé par un autre, nommé officiellement, aussitôt que nous nous serions rendus maîtres de la cité.

Installés à la mairie, nous procédons à la nomination du nouveau Comité révolutionnaire. En tant que membre du Comité d'Alliance ouvrière, on me charge de procéder aux désignations. Je constitue le Comité avec deux socialistes, deux anarchistes, deux communistes du Parti officiel et moi, en représentation de l'Alliance ouvrière et du Bloc ouvrier et paysan.

Les camarades socialistes et anarchistes me font quelques observations concernant l'exclusion du Comité des deux communistes. Je m'y oppose. Les communistes se sont battus dès le début comme d'excellents révolutionnaires. Rapidement je devais me rendre compte de la raison qui les poussait à me faire les observations susdites. D'une façon générale, je dirai que j'ai appris plus durant les quinze jours qu'a duré le mouvement que dans tout le reste de ma vie.

Mieres se convertit immédiatement en centre de la révolution asturienne. La prise des casernes nous a procuré un bon nombre d'armes, mais pas autant qu'il le faudrait. Nous nous voyons harcelés par des centaines de travailleurs qui demandent une arme. Ils veulent se battre, ils veulent faire partie de l'Armée rouge. Faute d'autres armes, la plupart devront se battre avec de la dynamite.

On ne connaît pas la peur. Les ouvriers donnent les preuves d'un esprit de décision et d'un courage incommensurables. Leurs yeux sont fixés sur la victoire. Pour l'obtenir, tous sont disposés à sacrifier leur vie. Je ne crois pas qu'il y ait des paroles capables de décrire l'héroïsme des révolutionnaires asturiens. Seuls d'autres héros de la même stature peuvent le comprendre.

Premiers actes de pillage

Quelqu'un a dit que les révolutions traînent derrière elle l'écume de la société. A côté des combattants, capables de tous les sacrifices pour la réalisation de leur idéal, ont l'habitude de se ranger des éléments pourris qui paraissent destinés à déshonorer les révolutions.

Dans les premiers temps, nous assistons à Mieres à quelques actes de pillage. Certains éléments, qui paraissent rallier la révolution, se consacraient à assaillir et à dévaliser les commerces, ramassant tout ce qui pouvait avoir quelque valeur.

Nous décidons de prendre des mesures pour que ces abus cessent. Le premier acte dans ce sens est la publication d'une proclamation qui, en même temps qu'elle invite la population à rallier le mouvement révolutionnaire, annonce des sanctions sévères contre ceux qui seraient surpris commettant des actes de pillage. Cette proclamation donne de formidables résultats. Les plus obstinés se joignent avec enthousiasme à la révolution et saluent, le poing levé. Les éléments troubles comprennent que c'est le début d'un nouvel ordre des choses et qu'il faut s'y soumettre, sous peine d'en subir les conséquences.

La bataille de La Manzaneda (Olloniego)

Notre attention est fixée sur Oviedo. Pour que notre victoire dans les Asturies soit complète, nous devons conquérir la capitale. Et pour cela, il est nécessaire d'organiser, avec la plus grande rapidité possible, l'Armée rouge de la Révolution.

Nous travaillons dans ce sens, quand nous arrive la nouvelle que des forces du gouvernement font route sur Mieres. Il n'y a pas un instant à perdre. Nous réquisitionnons à toute vitesse des camionnettes et nous sortons, au nombre de deux cents, à la rencontre des gardes d'assaut et des troupes envoyées contre nous.

En arrivant à la côté de la Manzaneda, nous buttons sur l'ennemi. Nous nous arrêtons à environ cinq cents mètres de lui et commençons fébrilement mais avec sérénité et esprit de décision les préparatifs de la bataille. Nous divisons nos forces en sept groupes de trente hommes. Chacun de ces groupes doit obéir, sans la moindre discussion, au chef désigné. Les chefs de groupe ne peuvent prendre aucune décision sans consulter le représentant du Comité révolutionnaire.

Près de La Manzaneda se trouve un vieux château. Je cours m'y installer avec d'autres camarades et un clairon de la Croix Rouge, qui s'est mis à notre disposition. Les groupes prennent des positions stratégiques dans la montagne. Le clairon donne le signal de l'action.

Dans les premiers moments, le combat s'avère très dur pour nous. Les forces ennemies tirent avec des mitrailleuses. Nous ne disposons que de pistolets mitrailleurs qui ne peuvent toucher leur but à la distance à laquelle nous sommes de l'ennemi.

A 3 heures de l'après-midi, le tir continue. L'ennemi résiste et nous cause quelques pertes. Nos soldats rouges se battent avec fermeté.

A 4 heures, nous donnons l'ordre de cessez-le-feu. Je réunis les chefs de groupe et nous échangeons nos impressions. Après une brève délibération, nous décidons d'entreprendre l'attaque par la route. Deux chefs à la tête de soixante hommes sont chargés de l'opération.

De combien d'hommes dispose l'ennemi? Nous l'ignorons. On peut apercevoir sur la route trois camionnettes. C'est cela qui sert d'indice.

L'attaque commence. Elle se présente comme devant être dure. Les mitrailleuses de l'ennemi tirent sans cesse. Mais nos hommes avancent bravant la mort. A cinq heures, nous occupons les positions de l'ennemi et nous emparons de quelques-unes de ses armes, entre autre des mitrailleuses. Sans la présence des soldats qui protègent leur retraite, il ne restait pas un seul garde d'assaut en vie.

La nuit tombe et nous décidons la retraite. Nous rentrons à Mieres dans les camionnettes prises aux gardes d'assaut. Notre entrée soulève un enthousiasme indescriptible. Tous les travailleurs, vieux et jeunes, les femmes et les enfants, entonnent en chœur l'Internationale. Ce n'est plus un chant d'espoir, mais un chant de victoire. Je me sens gagné par l'émotion.

Rapidement, nous faisons le bilan de la bataille de La Manzaneda. Les soldats rouges y ont appliqué les méthodes stratégiques de l'insurrection. Ils ont su se déployer en guérilla sur les fronts avec toute la science moderne. La discipline observée a été en tout point admirable. Les ordres donnés ont été exécutés sans murmure. Grâce à quoi deux cent révolutionnaires, insuffisamment armés, ont pu vaincre deux compagnies de gardes d'assaut et une de l'armée, toutes trois bien équipées.

Nous tenons en notre pouvoir, prisonniers, les gardes civiles du poste d'Olloniego. Malgré les pertes qu'ils nous ont causées, pas un seul instant nous n'avons eu l'idée de nous venger sur eux. Ils sont traités, au contraire, avec considération. Nous sommes des soldats de la Révolution, non des assassins.

Le commencement du mouvement à Ablaña

Après nous être mis d'accord à Mieres, Gonzalez Peña se rend à Ablaña afin d'y organiser un fort peloton qui se chargera de récupérer les armes provenant de la contrebande de Muros Del Nalon que nous avons soigneusement cachées.

Ablaña est le village de Gonzalez Peña. Il y a toujours exercé le plus grand ascendant sur les ouvriers. Pourtant, il lui faut les haranguer plusieurs fois et sur le ton le plus comminatoire pour les décider à se joindre au mouvement. Finalement il arrive à organiser le groupe projeté, avec lequel il se dirige vers l'endroit où sont les armes.

Nous avons convenu qu'une fois les ouvriers armés, il se dirigerait avec eux vers le Mont Naranco (Oviedo). Pour des raisons que nous exposerons par ailleurs, le groupe formé à Ablaña n'a pas pris part à l'attaque jusqu'aux premières heures de la journée du 6.

Début de la lutte à Turón

La région de Turón avait été en d'autres temps une forteresse du communisme. On l'a appelée « Turón la rouge ». Depuis un certain temps, les travailleurs de cette zone minière donnaient des signes de grand désarroi. La plupart avaient même abandonné leurs organisations, pliant devant le patronat.

Mais on n'abandonne pas si facilement un idéal. Celui-ci attend toujours les circonstances propices pour se manifester. Et ces circonstances se sont présentées aux travailleurs de Turón.

Presque à l'heure même où commence la lutte à Mieres, les ouvriers de Turón, ceux-là même précisément qui paraissaient les plus en retrait et soumis à l'entreprise, sont les premiers à se lancer dans le mouvement. Les gardes assermentés, à l'exception de deux ou trois qui sont immédiatement désarmés, se joignent à eux.

Le 5 au matin, ils entreprennent l'attaque de la caserne de la garde civile. Ce qui est dur et long. Il manque une direction ferme, une discipline; chaque révolutionnaire agit à sa guise. On ne pense pas un instant à parlementer. Il est presque sûr qu'en l'ayant fait la garde civile se serait rendue, ce qui eût évité une perte de temps et une effusion de sang.

La prise de la caserne de la garde civile dure près de huit heures. De fait, cette victoire n'est obtenue qu'avec l'arrivée des renforts de Ujo, Santa Cruz et Figaredo. Dans cette attaque de la caserne de Turón, le commandant du poste et deux ou trois gardes ont perdu la vie.

Le cas du capitaine Nart

Quelques mois après les événements, avec pour seul but de salir les révolutionnaires et de se défendre, les crimes commis dans les Asturies étant de notoriété publique, le gouvernement Lerroux-Gil Robles s'est cru dans l'obligation de publier un document que nous pouvons démolir point par point.

